

# ***En tête de votre organisme***

*Ville et date*

*Monsieur ou Madame X*  
*Député(e) de XX*  
*Adresse*

*Madame ou Monsieur*

*Nom de l'Organisme* a pris connaissance des enjeux et des défis majeurs que les entreprises d'économie sociale en aide domestique (EÉSAD) doivent relever pour assurer leur survie à long terme.

Nous considérons que l'aide domestique à domicile est un service essentiel qui permet à des milliers de personnes, principalement des personnes âgées, de pouvoir faire le choix de vivre chez soi plutôt que d'être institutionnalisées. Nous croyons que c'est aussi un enjeu de société auquel le gouvernement a déjà réfléchi puisqu'il a développé une politique « Chez soi, le premier choix ».

**C'est pourquoi nous demandons au gouvernement d'actualiser le Programme d'exonération financière pour les services d'aide à domicile (PEFSAD) en y injectant la somme de 15 millions de dollars dans son budget de mars 2010, afin que les personnes les plus démunies continuent d'avoir accès aux services et ne soient pas pénalisées par l'augmentation des tarifs devenue incontournable. Par ailleurs, nous demandons que le gouvernement revoie le mode de financement des entreprises d'économie sociale en aide domestique afin qu'elles puissent offrir aux 6 000 personnes qu'elles emploient (notamment des femmes) des conditions de travail à la hauteur des tâches et qualifications qui leur sont demandées, de pouvoir offrir des services de qualité aux 79 150 personnes qu'elles desservent (dont 80% représentent des personnes de 65 ans et plus, 52% des personnes de 75 ans et plus) et finalement de maintenir leurs tarifs au plus bas afin que leurs services restent accessibles à tous.**

Enfin, nous tenons à souligner que nous trouvons inacceptable que la ministre Lise Thériault s'engage publiquement à injecter dans le PEFSAD 3,5 millions en octobre 2009 et qu'en décembre 2009 on apprenne qu'elle les retire et demande aux EÉSAD d'assumer ce montant à même leur budget (ce qui constitue en réalité un manque à gagner de 7 millions de dollars pour les EÉSAD).

Nous considérons que les services à la population en perte d'autonomie sont un enjeu de société dans un Québec vieillissant et nous sommes conscients que c'est par des actions solidaires que nous trouverons collectivement des solutions. C'est pourquoi, à titre d'élu de notre comté *(ou à titre de premier ministre)* nous vous demandons d'agir rapidement pour un Québec fier de l'importance qu'il accorde à ses aînés et aux personnes les plus démunies.

Nous vous remercions de votre attention et nous vous prions d'agréer, *Madame-Monsieur*, nos meilleurs sentiments,

*Signature*